

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative
bd George Sand
36000 Chateauroux

Châteauroux, le 11/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MEGISSERIE ROUSSEAU

Rue des mégissiers
36110 Levroux

Références : Inspection du 14 mars 2023
Code AIOT : 0010000523

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2024 dans l'établissement MEGISSERIE ROUSSEAU implanté RUE DU GAZ 36110 LEVROUX. L'inspection a été annoncée le 21/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MEGISSERIE ROUSSEAU
- RUE DU GAZ 36110 LEVROUX
- Code AIOT : 0010000523

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'effectif composant la mégisserie Rousseau est de 4 personnes.

Établissement dont l'exploitation est réglementée par les deux arrêtés préfectoraux suivants :
arrêté N° 87-E-1062 du 2 juin 1987

et le N° 95-E-469 du 28 mars 1995 (autosurveillance des rejets d'eaux résiduaires)

Rubriques de classement de l'établissement soumises à autorisation au titre de la nomenclature des installations classées dans le cadre de l'arrêté préfectoral du 02 juin 1987

Régime A - 274 (mégisserie avec 80 t/j) et 336 (pelanage des peaux avec 80t/j)

Régime D pour les rubriques 159.2 (atelier d'imprégnation de peaux), 340 (dépôt de peaux salés non séchés), 396 (teinture de peaux) et 405.B.1 (application par pulvérisation de peintures à base de liquides inflammables de 1 ère catégorie)

Par courrier reçu en Préfecture le 29 mars 2019, la mégisserie signale à Monsieur le Préfet l'arrêt des activités lié aux activités suivantes:

-N° 274 : Mégisserie, la capacité de traitement étant de 80 t/an – classement : autorisation ;

-N° 336 : Pelanage des peaux, la capacité de traitement étant de 80 t/an – classement : autorisation ;

-N° 159.2° : Atelier d'imprégnation de peaux – classement : déclaration ;

-N° 396 : Teinturerie de peaux – classement : déclaration ;

De ce fait les activités de la mégisserie encore mises en œuvre en 2020 sont:

- Dépôt de peaux à déclaration (ex rubrique 340)

- Application par pulvérisation de peintures à base de liquides inflammables de 1 ère catégorie

Suite à la visite d'inspection du 16 octobre 2020, l'exploitant a précisé les quantités stockées sont respectivement d'une tonne de peaux et de 700 kg de peintures à base de liquides inflammables de 1ère catégorie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Caractéristiques de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 02/06/1987, article 2	Demande d'action corrective	2 mois
2	Gestion des suites des visites d'inspection précédentes	Arrêté Préfectoral du 16/10/2020	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Dispositions générales - Prévention des	Arrêté Préfectoral du 02/06/1987, article 3.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	incendies		
4	Dispositions générales - prévention des incendies	Arrêté Préfectoral du 02/06/1987, article 3.7	Sans objet
5	Prescriptions particulières relatives à l'atelier de pigmentation	Arrêté Préfectoral du 02/06/1987, article 5.1	Sans objet
6	Risque inondation-action régionale	Autre du 14/03/2024	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Caractéristiques de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/1987, article 2
Thème(s) : Situation administrative, situation administrative de l'exploitant
Prescription contrôlée : Remise à jour du tableau des rubriques et quantités associées
Constats : L'exploitant signale à l'inspection que les quantités liées à l'activité d'application de peinture sont de l'ordre de 50 kg /j. L'Inspection note que cette activité est susceptible d'être reclassés dans la rubrique 2940-2-b (vernis, peinture, colle) au régime de la déclaration contrôlée (>10 kg/j et <à 100 kg/j) Pour le dépôt de peaux, l'exploitant indique qu'il ne peut stocker que 300 kg de peaux. L'Inspection note que cette quantité n'est pas classable dans la rubrique 2355 (seuil de la déclaration 10t). L'exploitant n'a pas porté à la connaissance du préfet le nouveau classement de ses activités dans la nomenclature des ICPE dans le cadre de l'article R513-1 du code de l'environnement [PDC n°1]
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet au préfet les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°1]

formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2mois

N° 2 : Gestion des suites des visites d'inspection precedentes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/10/2020
Thème(s) : Situation administrative, BSD produit base de solvants
Prescription contrôlée : L'exploitant devait transmettre la fin 2020 à l'IIC les BSD associés à l'évacuation de son stock de peinture à base de solvant
Constats : Les déchets à base de solvant sont toujours stockés, cela représente une quantité d'environ 2 tonnes. Ce constat avait déjà été réalisé lors de la précédente inspection. L'exploitant a transmis le 02 avril 2024 à l'inspection un devis signé pour le retrait et traitement de ces produits.L'exploitant signale à l'inspection que le retrait de ces déchets sera réalisé à la mi-mai 2024 L'exploitant n' a pas évacué les déchets à base de solvants. Il transmettra le bordereau de suivi de déchets à l'inspection [Pdc n°2].
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°2] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2mois

N° 3 : Dispositions générales - Prévention des incendies

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/1987, article 3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations electriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques devront répondre aux conditions imposées par les normes en vigueur. Elles seront maintenues en bon état et vérifiées au moins une fois par an par un organisme agréé. Un registre de ces vérifications sera tenu à jour

Constats : L'exploitant procède à la vérification de ses installations électriques. L'inspection a consulté le rapport APAVE N°801440.02.60.23M001.ELAR.001 en date du 07 novembre 2023, il apparait 2 préconisations qui sont levées et justifié par l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Dispositions générales - prévention des incendies

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/1987, article 3.7
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'établissement sera pourvu de moyens de secours suffisants pour combattre tout début d'incendie
Constats : Il a été constaté la présence d'extincteurs sur site. Le registre de sécurité liste l'ensemble des appareils (29 au total avec répartition sur les deux sites) et ont été vérifiés le 26 avril 2023 par la société Girard
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prescriptions particulières relatives à l'atelier de pigmentation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/1987, article 5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Aspiration
Prescription contrôlée : L'emplacement où est effectué la pigmentation sera muni de hottes ou autres dispositifs convenables d'aspiration [...]
Constats : La cabine de peinture décrite dans l'arrêté Préfectoral est une machine composé d'un ensemble pour pulvériser de la peinture dans un caisson fermée et doté d'une aspiration .
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Risque inondation- action régionale

Référence réglementaire : Autre du 14/03/2024
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des inondations
Prescription contrôlée : -le retour d'expérience, -la vulnérabilité des installations, -la surveillance et la detection, -la gestion de crise -le contrôle sur site
Constats : Le volet risque inondation a été évoqué avec l'exploitant. Le site n'est pas directement concerné par ce risque du fait de son emplacement géographique et de l'éloignement vis à vis du ruisseau.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite